

[Texte]

Dans cet esprit-là, mon intervention est une question plutôt qu'une affirmation. Je me demande dans quelle mesure la Loi C-74 a commencé à produire tous ses effets. Est-ce que la réglementation inhérente à cette loi est entièrement publiée? Je m'orienterais vers des sanctions plutôt que vers de nouveaux programmes de subventions qui inciteraient les grands pollueurs de l'environnement à réclamer 10 millions de dollars ou 20 millions de dollars des gouvernements. Je trouve que c'est trop facile. Bien que je ne sois pas un expert sur ce plan-là, je m'inquiète quand je vois une phrase comme celle-là.

An parle aussi de l'aide aux pays du Tiers monde. On connaît tous les désordres qui existent dans le domaine de l'aide internationale actuellement. Ici, au pays, cela coûte environ 3 milliards de dollars par année. On sait que sur le plan de l'aide internationale, il y a un manque de coordination flagrant. Sur le plan international, il y a peut-être six, sept ou huit pays majeurs qui aident des pays du Tiers monde, notamment le Canada, les États-Unis, la Suisse et la France. Ici, cela s'appelle l'ACDI. L'ACDI pourrait commencer à réfléchir sur ses propres budgets et à voir s'il n'y aurait pas lieu de transformer l'aide qui se donne actuellement en fonction d'objectifs environnementaux un peu plus précis et un peu plus significatifs.

Somme toute, certains aspects de cette recommandation m'inquiètent, monsieur le président. Je ne sais pas ce que je ferai dans le cas de cette résolution, mais je n'ai pas tendance à favoriser avec beaucoup d'enthousiasme l'établissement d'un programme de crédits par le gouvernement fédéral. Je trouve cela un peu spécial.

Mr. Darling: A clarification for the record. Mr. Harvey, you said \$3 million in foreign aid. I think you meant \$3 billion.

M. Harvey: J'ai dit «3 milliards de dollars».

The Vice-Chairman: Any other comments about paragraph six? Is it an area we should pursue or is it not?

Mr. Caccia: The answer is yes. From what we heard and interventions that have been made over the last few months by members of this committee, I thought we could come up with a crisp and positive statement that would take into account also the plight of developing countries, which is not recognized in this paragraph. I suppose that is also implicit in Mr. Harvey's intervention. It would be a pity if we were not to attempt to come to recognize this facet of the global issue. Therefore we should try again, Mr. Chairman.

• 1050

The Vice-Chairman: As I have advanced previously in this committee, that is an area where I think nuclear technology has a very vast application. Again, I just want to caution the committee that if we are going to make a statement such as that, it has the risk of raising what some perceive to be an ugly subject.

[Traduction]

Having said that, my question is not so much a question as a comment. I wonder to what extent the effects of Bill C-74 are starting to be felt. Have all of the regulations under that legislation been made public? I would tend to favour the use of sanctions rather than the development of new subsidy programs that would encourage the major polluters of our environment to look to government for handouts, to the tune of \$10 million or \$20 million. I think that is too much of an easy way out. While I am not an expert in that area, I am nevertheless concerned by such a statement.

The subject of support to Third World countries has been raised. As you know, the international aid sector is in utter chaos at the present time. Here, in Canada, international aid costs approximately \$3 billion a year. Furthermore, there is a real lack of coordination. Internationally, support for Third World countries is coming from six, seven or eight major countries. Including Canada, the United States, Switzerland and France. Here, international aid comes under CIDA. CIDA could start to examine its spending to see whether or not existing aid programs might be based on environmental goals that are somewhat more specific and more significant.

In summary, Mr. Chairman, parts of that recommendation cause me some concern. I do not know what my position on the resolution will be, but I am not inclined to be very enthusiastic about recommending that the federal government develop a program of emission credits. I have some reservations about that.

M. Darling: J'ai besoin d'un éclaircissement. Monsieur Harvey, vous avez parlé de 3 millions de dollars d'aide internationale. Je crois que vous avez voulu dire 3 milliards de dollars.

Mr. Harvey: I did say "\$3 billion".

Le vice-président: Quelqu'un a-t-il quelque chose à ajouter au sujet du paragraphe six? Est-ce une question qu'il faut poursuivre?

M. Caccia: Je crois que oui. D'après ce que nous avons entendu et d'après les remarques qui ont été faites par les membres du Comité au cours des derniers mois, il me semble que nous pourrions formuler une recommandation très claire et positive qui tiendrait compte de la situation des pays en développement, ce qui n'a pas été fait dans ce paragraphe. Je suppose que cela était implicite aussi dans l'intervention de M. Harvey. Il serait regrettable de ne pas essayer d'identifier cette facette du problème planétaire. Nous devrions nous y remettre, monsieur le président.

Le vice-président: Comme je l'ai déjà dit aux membres du comité, la technologie nucléaire peut jouer un rôle très important dans ce secteur. Mais si vous avez l'intention de l'annoncer publiquement, je vous mets en garde une fois de plus, car vous courez le risque de soulever une question que certains jugent désagréable.